

Questions orales

premier ministre fait-il aujourd'hui ce qu'il trouvait si odieux en 1983?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je tiens à répondre à la députée que ce discours de 1983 était en effet très bon. Si la députée étudie la question de près, elle constatera que les statistiques révèlent clairement que les relations de travail au Canada ont été dans l'ensemble plutôt civilisées au cours des sept ou huit dernières années.

Les néo-démocrates sont en train de rire. Ils devraient parler au gouvernement néo-démocrate de l'Ontario. Une grève très grave paralyse Toronto. En fait, il y a trois millions de personnes. . .

Des voix: Oh, oh!

M. le Président: Le très honorable premier ministre.

M. Mulroney: Monsieur le Président, nous avons beaucoup fait diminuer le nombre de jours de travail perdus dans la fonction publique et dans l'ensemble du Canada au cours des sept dernières années.

Mais des difficultés surgissent de temps à autre, et c'est le cas en ce moment. La reprise économique est amorcée. Elle semble assez générale, mais elle reste fragile. Tous les éléments de l'économie, dont la fonction publique et le secteur privé, ont été invités à faire de leur mieux pour que cette reprise soit durable de sorte que tous les Canadiens, fonctionnaires compris, profitent d'une vigoureuse relance de l'économie canadienne.

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): Monsieur le Président, les commis les moins bien rémunérés de la fonction publique, ceux qui ont vraiment besoin de notre aide, gagnent 16 500 \$. Un mois avant le dépôt de cette mesure législative draconienne, le ministre et le premier ministre ont obtenu que leur rémunération augmente de 11 413 \$.

Si le programme que propose le gouvernement est si équitable, pourquoi le premier ministre obtient-il une augmentation dix fois plus élevée que celle du fonctionnaire le moins bien rétribué au Canada?

L'hon. Gilles Loiseau (président du Conseil du Trésor et ministre d'État (Finances)): Je pense que les chiffres de la députée sont inexacts, monsieur le Président.

Des voix: Encore.

M. Loiseau: Elle compare des choses qui ne se comparent pas. Si l'on examine la fonction publique selon ces mêmes critères, on pouvait lire la semaine dernière dans un journal que le budget de déplacement des fonctionnaires totalisait 0,5 milliard de dollars l'an dernier. Devrait-on ajouter ce montant à leurs salaires? Cela n'a rien à voir.

L'augmentation consentie aux députés était de 3,7 p. 100, et les membres de l'AFPC ont obtenu 4,8 p. 100.

L'hon. Audrey McLaughlin (Yukon): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre.

Ce matin, le gouvernement a répondu à la décision de la Commission des relations de travail de la fonction publique, selon laquelle il a négocié de mauvaise foi, en disant qu'il reprendrait les négociations.

Des voix: Oh, oh!

Mme McLaughlin: J'engage le gouvernement à lire cette décision. Dans sa déclaration de ce matin, le ministre a dit que le gouvernement reprendrait les négociations sans condition préalable.

Fait intéressant, le ministre des Finances a déclaré, en réponse à une question, que les revenus des travailleurs ont augmenté de 5,7 p. 100 au Canada, ce qui indiquerait, d'après lui, que la récession est terminée. Le gouvernement n'offrant aucune augmentation aux fonctionnaires, la récession n'est donc pas terminée pour eux.

Le ministre a dit ce matin qu'il reprendrait les négociations sans condition préalable. Le premier ministre peut-il confirmer que le gouvernement reprendra les négociations sans poser de conditions préalables, et qu'il négociera maintenant de bonne foi avec ses employés?

L'hon. Gilles Loiseau (président du Conseil du Trésor et ministre d'État (Finances)): Monsieur le Président, j'espère que le chef du NPD comprend que la situation de ces employés est déjà assez difficile sans la compliquer davantage. Ce n'est pas vrai que nous avons offert de reprendre les négociations sans conditions préalables. Nous avons toujours été prêts à négocier avec l'Alliance de la fonction publique, comme avec les autres syndicats.

Elle se souviendra que c'est M. Bean qui a dit, après le budget: «Ce sera une grève politique. Nous allons nous attaquer au gouvernement.» Nous avons discuté avec lui pendant 90 jours et nous avons essayé de conclure un